



# La loi Macron : une attaque généralisée contre les travailleu-ses-rs !

Tract Téléperformance du NPA Bordeaux - #2 Janvier 2015

Le 26 janvier prochain s'ouvrira le débat à l'Assemblée Nationale sur la Loi Macron. Alors que les derniers événements tragiques de Paris sont venus envahir l'espace médiatique, et ont permis à François Hollande de remonter dans les sondages, **il faut rester vigilants et continuer à exprimer notre désaccord avec les attaques de ce gouvernement PS-Medef contre les travailleu-ses-rs.** Ce projet de loi contient des attaques majeures contre nos droits.

## • Généralisation du travail du dimanche :

Alors que le repos dominical est déjà remis en cause par diverses dérogations, au PS le débat est ouvert : « à partir de combien de dimanche par an est-on de gauche ? ». Le projet de loi prévoit l'ouverture des commerces de détails non alimentaires sur décision du maire 12 dimanches par an. Ce projet affirme la place des « zones commerciales » que les préfets peuvent créer sur demande du conseil municipal.

Dans les « zones touristiques » les commerces en question peuvent ouvrir tous les dimanches. Enfin des « zones internationales » verront le jour (Champs Elysée, gares...). Le peu de garantie offert aux travailleurs est que ces accords pourront être négociés dans les branches ou entreprises. Enfin, les travailleurs seront censés être « volontaires », notion douteuse dans le rapport de domination qu'est le travail... Mais si on augmentait les salaires, qui serait volontaire pour travailler le dimanche ? La plupart du temps il ne s'agit pas de volontariat mais de la seule solution pour financer sa vie ou ses études.

## • Inspection du travail et prud'hommes affaiblis :

Le projet prévoit de remplacer le système actuel d'amendes pénales décidées par jugement d'un tri-

bunal par des amendes administratives décidées par les Dirrecte (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi). **Les patrons pourront ainsi échapper au procès pénal et négocier le montant des amendes.** Les salarié-e-s et leurs organisations ne pourront plus être partie civile des procès. De plus, les jugements prud'homaux, suspectés d'être trop favorable aux salariéEs seront mis au pas en transformant les juges élus en conseillers prud'homaux, simple assesseurs des magistrats professionnels.

## • Faciliter les licenciements :

Avec Macron, les PSE (Plans Sociaux d'Entreprise) sont dorénavant soumis à **une simple validation ou homologation de la Dirrecte**, et leur période d'information et de consultation des CE ne peuvent excéder 4 mois. **Ainsi, les patrons peuvent licencier plus vite et avec moins de risque.** La validation par la Dirrecte ne rend plus

possible la saisine du juge des référés afin de suspendre le projet. C'est aussi la fin de l'obligation du contrôle de l'administration du travail lors d'un licenciement dans entreprise pouvant aller jusqu'à 50 personnes et la fin de l'obligation de reclasser des salarié-e-s licenciés hors de France.

**Cette loi est un cadeau supplémentaire pour le patronat et la bourgeoisie française de la part de ce gouvernement Valls. Nous ne pouvons pas continuer à accepter ces attaques violentes contre notre classe.**

Face à ces reculs flagrants, il ne faut pas se résigner. Une mobilisation aura lieu, surtout à Paris, le 26 janvier contre cette loi. Ensuite, il faudra en parler autour de nous avec toutes celles et ceux qui veulent se mobiliser. Car ce sont les travailleu-ses-rs qui font tourner la société, ce sont eux-elles qui peuvent la diriger !



## Enregistrement permanent des appels ? La CNIL dit non !

C'est un courrier du 19 décembre 2014 adressé à un syndicat SUD : la Commission National d'Informatique et des Libertés déclare : « la CNIL a réaffirmé sa position, à savoir que l'écoute et/ou l'enregistrement permanent des conversations téléphoniques sur le lieu de travail, y compris à des fins probatoires, est disproportionné et ne peut être mis en œuvre en l'absence de texte législatif ou réglementaire le prévoyant. ». De nombreuses boîtes de centre d'appels continuent donc de mépriser les recommandations de cette commission de l'État, pour mettre toujours plus la pression sur les salarié-e-s et augmenter leur rentabilité.

## La France en guerre au Moyen-Orient et en Afrique...depuis 14 ans !

Cela serait presque passé inaperçu : profitant de l'« émotion nationale », le gouvernement a fait voter le mardi 13 janvier la prolongation de l'intervention en Irak. Le parlement a adopté cela à l'unanimité moins une voix, dans la continuité de l'« Union nationale ». Mais, bien que les médias le mettent peu en avant, ce n'est pas nouveau.

La France a emboîté le pas à Bush en 2001 avec son intervention en Afghanistan. Durant les 14 années qui ont suivi, la France n'a pas cessé d'être en guerre dans d'autres pays. Elle est intervenue en Afghanistan, en Libye, au Mali, et aujourd'hui sur le territoire Irakien. L'État français a aussi soutenu les derniers assauts meurtriers d'Israël sur Gaza. Aujourd'hui, Hollande laisse entendre que si « la communauté internationale le décide », une nouvelle intervention en Libye serait possible.

Et ces guerres, même « chirurgicales » selon nos médias, font des morts : par exemple officiellement 3 000 civils afghans tués par les occidentaux, donc aussi par l'État français (certainement bien plus). Et l'atrocité répond à l'atrocité : Ahmedy Coulibaly revendique ses actes du 9 janvier en France au nom d'une vengeance contre les pays occidentaux en guerre au Moyen-Orient. Il n'est en effet pas difficile de voir qu'à chaque fois que ceux-ci interviennent, c'est l'islamisme radical qui se développe, depuis 1989 et le soutien de la CIA à Al-Qaida contre les Russes en Afghanistan. Car devant le nombre de morts (près de 600 000 en Irak), et l'anéantissement des forces progressistes, l'islamisme radical apparaît comme une voie de lutte contre les occidentaux. Pourtant ce sont bien les populations musulmanes qui souffrent en premier lieu de l'intégrisme religieux. Aujourd'hui comme hier, il faut arrêter ces pompiers pyromanes, la guerre est toujours la pire des solutions !

Voir à ce sujet : <http://www.npa2009.org/arguments/puissances-locales-imperialismes-question-kurde-comprendre-le-moyen-orient>

Comme Jaurès je dis :  
Non à la Guerre !



... Sauf au Mali, en Centrafrique, en Irak, en Afghanistan, au Liban, au Tchad...



## Nigeria : la population prise en étau entre Boko Haram et l'armée

Boko Haram est un mouvement salafiste djihadiste qui fait régner la terreur depuis maintenant plusieurs mois dans le nord-est du Nigeria. Ce mouvement né en 2002 a trouvé l'oreille des habitants en prônant l'application de la loi islamique mais aussi en dénonçant la corruption des dirigeants qui détournent la rente pétrolière.

En avril dernier, ils avaient enlevé 220 lycéennes dont nous sommes toujours sans nouvelles. Depuis le début d'année, des massacres se sont multipliés. Durant le week-end du 10 janvier, 25 personnes sont mortes sur des marchés. Boko Haram y avait envoyé des fillettes de 10 ans bardées d'explosif, prouvant jusqu'où leur cruauté pouvait aller. A Baga, la ville a été ravagée et l'on estime que des centaines de personnes ont été assassinées. Preuve de la terreur qui règne dans le pays, aucune image de ne nous parvient plus et l'ensemble du territoire nigérian est fortement déconseillé.

La population vit entre deux terreurs : Boko Haram mais également l'armée nigériane qui n'hésite pas à commettre des tueries. En avril 2013, les militaires ont brûlé 2 000 maisons à Baga pour venger la mort d'un des leurs. Toutes ces horreurs se déroulent dans un des pays les plus riches économiquement, offrant un paradis aux compagnies pétrolières, aux investisseurs (américains et européens) et aux dirigeants nigériens. A l'opposé la population vit dans la misère. Un terreau qu'a su exploiter Boko Haram dans le nord du pays.

Une fois de plus, le pillage des ressources de la planète par un impérialisme féroce et le maintien de régime corrompu a permis le développement d'une barbarie islamiste.

La crise économique qui n'en finit pas et la crise écologique font qu'il devient vital d'en finir avec ce système. Le NPA regroupe des jeunes, précaires, salarié-e-s ou retraité-e-s révolté-ées qui veulent agir pour cela. Si tu es intéressé-e ou simplement curieu-se-x, n'hésites pas à lire notre presse, nos articles ou à nous contacter : [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org) - Jeunes NPA Bordeaux sur facebook - [www.npa33.org](http://www.npa33.org) - [contact@npa33.org](mailto:contact@npa33.org)